

# solidarité guatemala

7 F

n° 26. septembre-octobre 1984.

PLUS

DEMOCRATIQUE

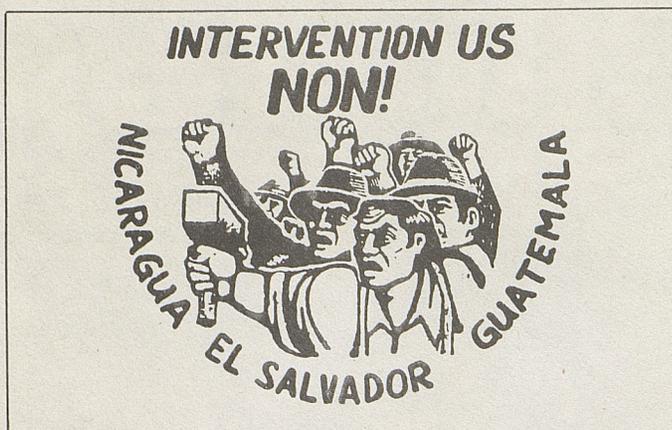
QUE MOI,

TU MEURS !



40P.12325

Le COLLECTIF GUATEMALA est une association dont le but est de promouvoir la solidarité, non pas avec une ou plusieurs organisations guatémaltèques, mais avec TOUS ceux qui luttent pour le renversement de la dictature, et pour l'instauration d'un gouvernement REVOLUTIONNAIRE, POPULAIRE et DEMOCRATIQUE.



COLLECTIF GUATEMALA  
67, rue du Théâtre  
75015 PARIS  
Tél : 579 67 57  
Permanence le jeudi de 18 h 00 à 22 h 00.

**FILMS:**

- \* *Images d'une dictature*. P. Mercadini, 1980, couleur, 32 mn (loc. 250 F)
- \* *La Guerre des Mayas*. J.-M. Simonet, 1983, couleur, 52 mn (loc. 450 F)

**PUBLICATIONS DU COLLECTIF GUATEMALA :**

- \* *Vingt ans de lutte* (histoire récente du Guatemala, la politique de « disparitions », le rôle des Indiens dans la lutte, interviews des commandants de l'EGP, des FAR, de l'ORPA et du PGT-ND.) (12 F).
- \* *Verdict du Tribunal permanent des peuples*, session Guatemala, janvier 1983 (10 F).
- \* *Cahiers guatémaltèques*, série d'articles d'analyse de la réalité guatémaltèque, sous forme de dossiers. Le n° 1 : les Indiens et la révolution (4 articles jusqu'aujourd'hui) (15 F).
- \* *Amérique centrale en lutte*, bimestriel (en collaboration avec les comités Nicaragua et Salvador) (6 F).
- \* *Solidarité Guatemala*, bimestriel (6F).

**LIVRES :**

- \* *Moi, Rigoberta Menchu*, E. Burgos, Gallimard, coll. Témoins, 1983 (95 F).
- \* *Légendes du Guatemala, l'Ouragan, Claireveillée de printemps*, M. A. Asturias. Tous chez Gallimard.

**DIVERS :**

- \* *Brochure URNG*. Recueil des textes 1983 (10 F).
- \* Publications diverses des organisations populaires et révolutionnaires.
- \* Disque *Maiz y fusil*, groupe Kin-lalat, 33 tours (55 F).
- \* Affiches, cartes postales, cartes dessinées, cassettes, tee-shirts, etc.

## ABONNEZ-VOUS

Au moment où l'histoire du Guatemala est dans une période cruciale, la lutte de ce peuple a besoin, plus que jamais, de notre soutien et de notre solidarité. Ce bulletin *Solidarité Guatemala* vous permettra, nous l'espérons, de suivre le déroulement des luttes populaires dans ce pays.

C'est pourquoi nous avons adopté la formule de l'abonnement, cela étant le seul moyen de pouvoir

assumer les frais que la parution de ce bulletin implique. Nous sommes sûrs que vous nous soutiendrez dans cette tâche, et que vous vous abonnerez.

ABONNEMENT 1 AN 36 F  
ABONNEMENT DE SOUTIEN 60 F  
Chèques à l'ordre de :

COLLECTIF GUATEMALA.

## Sommaire

Editorial .....	p. 3
Légalisation d'un génocide .....	p. 4
Constituante : mode d'emploi .....	p. 5
Nouvelles des fronts .....	p. 6

---

● Dossier : Printemps syndical sans 1<sup>er</sup> Mai ..... p. 7

---

Réfugiés .....	p. 14
Solidarité .....	p. 15
Chronique économique .....	p. 16

# Editorial



Pour les pouvoirs en place, la période estivale apparaît comme un moment privilégié pour introduire des changements significatifs ; en Amérique Centrale comme ailleurs. Rappelez-vous, il y a un an, le 8 août exactement, le général Mejia Victores prenait le commandement par la voie la plus directe : le coup d'état. Cette année, simultanément au Honduras et au Costa-Rica les présidents en exercice ont limogé l'ensemble de leurs cabinets ministériels. Ceci mérite d'être relevé car Le Honduras constitue encore aujourd'hui la véritable tête de pont de la politique nord-américaine en Amérique Centrale. Cependant deux difficultés avaient surgi : le général Alvarez, commandant en chef des forces armées et fidèle allié des États-Unis a été démis et contraint à l'exil d'une part et d'autre part le gouvernement hondurien demandait une aide économique plus importante en échange de son soutien. Au Costa Rica les effets dévastateurs de la crise économique ont fini par se traduire par un affaiblissement significatif du système démocratique.

Qu'on en juge : aux conditions posées par le FMI comme la dénationalisation du crédit (la création de monnaie) s'est ajoutée la montée en puissance de nouveaux entrepreneurs qui ont été jusqu'à prôner la rupture des relations diplomatiques avec le Nicaragua. Exception faite de ce dernier point (non repris unanimement), le président social démocrate A. Monge a cédé à l'ultimatum du patronat.

Les conséquences immédiates furent un durcissement de la répression qui touche les ouvriers agricoles en grève dans les plantations de la United Brands et une politique extérieure se rapprochant des États-Unis. La réélection prochaine de R. Reagan a déjà des répercussions en Amérique Centrale.

Au Guatemala si les élections n'ont rien modifié quant à l'exercice du pouvoir, la couverture des élections à l'assemblée constituante par la presse française nous a livré un message avec pour contenu essentiel : « Enfin des élections démocratiques sans fraude au Guatemala ». Sur quelles bases donnaient-ils cette information proprement révolutionnaire en Amérique Centrale ? Elle provenait tout simplement de la première dépêche de l'AFP qui donnait les résultats pour la capitale.

Domage qu'ils n'aient pas continué à suivre l'actualité guatémaltèque car nous aurions aimé qu'ils nous démontrent l'équation finale suivante : vote minoritaire égal victoire de la démocratie chrétienne suivie de l'union du centre national égal majorité de sièges à l'extrême-droite (MLN-CAN).

En fait les militaires étaient assurés tous risques. En rester là serait toutefois insuffisant car une élection « supervi-

liberté inexistantes auparavant. C'est en effet dans ce contexte que nous pouvons comprendre le renouveau des luttes syndicales comme les actions renouvelées des familles de disparus demandant des comptes à la dictature.

Ainsi l'assemblée constituante guatémaltèque demandait des éclaircissements sur l'assassinat du fils du député de la Démocratie Chrétienne Elder Anibal Sesam Lopez, alors que son dirigeant V. Cerezo accusait la police d'être coupable de ces crimes.

Ceci démontre à notre avis que la démocratie ne peut se décréter sans changements structurels significatifs sinon révolutionnaires si ce n'est pour améliorer une image extérieure jugée négative par le régime.

D'ailleurs demandez aux réfugiés ce qu'ils en pensent eux qui malgré d'importantes pressions militaires, alimentaires et culturelles préfèrent rester au Mexique.

## LEGALISATION D'UN GENOCIDE

*En plus de l'horreur, maintenant le cynisme : tentant de légaliser le génocide qu'elle orchestre depuis 1981, la dictature guatémaltèque rejoue pour la énième fois la farce des élections. Génocide et élections, les deux faces d'une même politique. Celle d'un régime qui exige des vivants qu'ils légitiment son droit à disposer arbitrairement de leur vie et de leur mort... Qui oserait croire en une «ouverture démocratique» organisée par un gouvernement arrivé au pouvoir par un coup d'État ? Un gouvernement qui fait régner la terreur au point de renouveler ce crime contre l'humanité que sont les camps de concentration, appelés pudiquement ici «villages modèles» ?*

On peut parler des conditions dans lesquelles se sont déroulées ces élections, de leurs résultats, de leurs conséquences. Mais tout d'abord, relevons leur absurdité et donc leur illégitimité, leur non-représentativité. Les premiers résultats donnés par le Tribunal suprême électoral donnaient la Démocratie chrétienne majoritaire suivie de l'Union centriste nationale (UCN) et de la coalition d'extrême-droite, le MLN-CAN.

Le 12 juillet, le Tribunal Suprême Électoral annonçait, suite à un recours engagé par le MLN-CAN, soutenu par nombre de militaires, une nouvelle répartition des sièges. Ainsi, la farce est confirmée : le pourcentage des sièges ne correspond pas au pourcentage des voix. Il est de bon ton pour beaucoup d'expliquer que le mode de répartition (l'ancien ou le nouveau ?) est d'une complexité... Mais les faits sont têtus : la Démocratie chrétienne (DCG) n'a que 20 sièges avec 15,5% des voix et l'UCN 21 sièges avec 13,2% des voix tandis que l'extrême-droite, elle, n'a besoin que de 12% des voix pour occuper 23 sièges. Les mystères de la démocratie à la sauce Mejia Victores...

Cette fraude de dernière minute permit à ceux qui hésitaient encore de certifier le bien-fondé de leurs doutes. En fait les préparatifs au «bon déroulement» indiquaient par avance l'invalidité du processus engagé et de la représentativité de ses acteurs.

En effet, nous sommes dans un pays en guerre où l'armée terrorise la population, tient sous sa coupe 800.000 personnes qui, en temps voulu, représenteront un tiers, pas moins, de l'électorat...

Les 600.000 citoyens qui ne se sont

pas inscrits sur les listes électorales ont pris beaucoup de risques. Il en est de même pour ceux qui viendraient à s'abstenir : ils s'exposent à la loi qui les punit d'amendes, de détention, de licenciement dans certains cas, et, pourquoi pas, de disparition...

Ces élections auront montré une petite différence en regard des précédentes : la terreur et l'embrigadement dans les «patrouilles civiles» et les «villages modèles» permettaient de supprimer le passage obligé traditionnel par la fraude. Pourtant, elle aura lieu à travers la redistribution des sièges, preuve que cette farce n'aura en tout cas pas permis aux militaires de dégager un minimum de consensus entre fractions dirigeantes, de créer un quel-

conque accord, même ponctuel, pour diminuer les divergences affaiblissant le bloc dominant.

Il est vrai que cette vérité n'est pas bonne à dire pour tous. La grande presse française en est un exemple frappant : se déchaînant à propos d'une prétendue percée centriste, alors que le dépouillement était encore en cours, elle ne dira pas un seul mot, pas un seul, sur les nouveaux résultats, sur les résultats définitifs donc.

Aussi, faut-il reconnaître par ailleurs que si ces élections n'ont pas changé le cours de l'Histoire au Guatemala même, Mejia Victores aura réussi à se faire un masque de beauté, a priori accepté, semble-t-il, par ses alliés.

Si la fraude n'a pu, malgré tous les moyens mis en place, être évitée, le scepticisme de la majorité n'a pu, lui, être dissimulé. D'aucuns se sont félicités de la baisse du taux d'abstention, par rapport aux élections précédentes, qui n'a été «que» de 23%... chiffre en lui-même indicatif. Mais face à la répression, l'opposition va principalement s'exprimer à travers un autre moyen permettant d'apprécier la farce à sa juste valeur : obligé de voter, et pour des candidats qui ne représentent aucunement ses intérêts, le citoyen joue la carte qui lui reste ; résultat : 17,4% de bulletins blancs et nuls. Additionnons les deux, cela nous fait 40,4% des inscrits seulement... Quand



on se souvient que la formation majoritaire, aux voix, la DC, rassemble 15,5% des suffrages, il vient à l'idée de regretter que ces 17,4%, majoritaires donc, ne puissent siéger...

Ces 17,4% expriment plus qu'un refus de participer à la supercherie. Ils montrent, avec les 23% d'abstention, et les non-inscrits, que s'il y a une volonté populaire, elle ne peut se traduire à travers une telle comédie.

Au vu des conditions dans lesquelles

les ont eu lieu ces élections, leur déroulement, leurs résultats, la fraude finale, à quelle représentativité peuvent prétendre les quatre-vingt huit membres de cette Assemblée nationale constituante ? Et que penser des dits «centristes» ? Complices d'un régime criminel, peuvent-ils se poser en alternative ? S'opposer à un génocide en présidant une Assemblée nationale constituante désignée dans ces conditions, comme le fait la Démocratie

chrétienne, voilà une démarche qui laisse à désirer...

Un peu de recul donne les vraies dimensions de la tragédie : pendant que les naïfs attendaient impatiemment les résultats, la misère continuait de sévir, l'armée continuait à massacrer les populations, surtout indiennes, et les «villages modèles» se multipliaient...

25 août 1984

## CONSTITUANTE : MODE D'EMPLOI

A quoi sert une Assemblée constituante ? A rédiger une Constitution, affirment catégoriquement les militaires guatémaltèques. Depuis l'intervention nord-américaine de 1954 (voir le numéro spécial 24-25 de «Solidarité Guatemala», consacré au trentenaire de cette intervention), deux autres «Constituantes» ont existé, et deux Constitutions ont été rédigées. Elles n'ont empêché ni la misère ni l'analphabétisme ni la malnutrition. Bien que proclamant la séparation des trois pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire), la dernière Constitution, en vigueur depuis 1965 (suite au coup d'État de 1963), n'a pas empêché les assassinats, les enlèvements-disparitions, les tortures, les massacres. Bien que qualifiée de «libérale», la Constitution de 1965 n'a pas empêché la militarisation de la vie politique nationale. Elle n'a pas empêché non plus le génocide du peuple indien...

Toute la «légalité» de la dictature, construite «constitutionnellement» pendant vingt ans, a été brisée par l'armée elle-même, en mars 1982, après une fraude électorale fracassante. Le général Rios Montt, le nouveau dictateur, instaure l'état de siège, restreint encore davantage les garanties individuelles et sociales, dissout le Congrès, abroge la Constitution et dissout aussi les partis politiques légaux (tous étant des formations de droite). Pour combattre les organisations politico-militaires, il lance une impressionnante campagne de «terre brûlée», et c'est Rios Montt, au moment où les massacres se succèdent quotidiennement, qui annonce sa «volonté» d'impulser un processus de «retour à la démocratie».

Le 8 août 1983, le jusqu'alors ministre de la Défense, le général Oscar Mejia Victores, prend à son tour le pouvoir. Sans remettre en cause la politique appliquée par l'armée, accusée de perpétrer un véritable génocide sur les hauts-plateaux indiens, le nouveau dictateur continue d'appliquer la



même politique de «retour à la démocratie». C'est dans ce contexte que le régime convoque à l'élection d'une Assemblée constituante. Le rôle de cette dernière aura été clairement «défini» par les militaires tout au long de la campagne électorale (au cours de laquelle, plus de neuf millions de dollars ont été dépensés).

Malgré l'état de guerre et la violence de la répression, les politiciens professionnels ont répondu à l'appel du gouvernement pour participer à ce «retour à la démocratie». En peu de temps, les huit partis traditionnels se sont réinscrits «légalement», alors qu'apparaissent trente-deux «comités partidaires», dont neuf seulement ont réussi leur inscription. Le 31 avril, jour de clôture des inscriptions, dix-sept organisations politiques étaient déclarées «légales».

Tous les partis politiques, conservateurs pour la plupart, ont des désaccords avec la loi électorale (notamment quant aux attributions de l'Assemblée constituante) ainsi qu'avec les procédés utilisés. Mais, après une vague de protestations, ils se sont tous repliés lorsque le chef de l'État, le général Oscar Mejia Victores, les a menacés «d'élire personnellement les 88 députés».

Le calme est revenu. Mais d'autres faits, survenus postérieurement, parlent beaucoup de la légitimité ou de

l'illégitimité des élections. Le 3 mai, le président de l'organisme judiciaire, Ricardo Sagastume, est destitué sur ordre direct du général Mejia. R. Sagastume a déclaré qu'il était victime de pressions et de menaces de mort de la part de l'armée et de la police. Le 15 mai, ce sont trois des cinq membres du Tribunal suprême électoral qui démissionnent. Deux jours après, c'est la junte électorale de Sacatepequez. Les motifs sont les mêmes : des pressions...

Au fur et à mesure que la date du scrutin approche, le débat politique s'intensifie. Les partis politiques dénoncent la répression qui les frappe... et comptent les victimes (près d'une centaine tout au long de la campagne électorale). Ils réclament le droit, pour l'Assemblée constituante, d'exercer une fonction gouvernementale pendant le «retour à la démocratie» ; d'abord en nommant un président provisoire. La réponse officielle est claire et catégorique : les attributions de l'Assemblée constituante ont été nettement définies par le gouvernement, et tout autre pouvoir qu'elle voudrait s'attribuer ne ferait qu'entraîner des «problèmes» dans le processus de «retour à la démocratie». «L'Assemblée n'est pas souveraine» : il est bon d'avoir les canons de son côté...

Dans ces conditions, peut-on parler de «retour à la démocratie» ? A quoi servent donc les élections ?

## APRES LES ELECTIONS,

# LA CONTRE-INSURRECTION

*Un mois après les élections, les journaux guatémaltèques rapportaient des violents affrontements à l'ouest et au nord du pays, au cours desquels 8.000 soldats et 2.000 «patrouilleurs civils» ont été mobilisés, appuyés par l'aviation qui a bombardé les zones de combat. La réalité n'a pas pu être cachée longtemps par le mirage électoral : le Guatemala est un pays en guerre.*

Ainsi, la récupération graduelle des organisations révolutionnaires, amorcée au début de cette année, semble se confirmer malgré l'imposante militarisation du pays. Au vu des résultats obtenus, la tactique adoptée par l'URNG de concentration des forces semble porter ses fruits. Actuellement, les combats engagent des unités rebelles au niveau des compagnies (120 hommes) et non plus de détachements (30 hommes), dans des régions plus ou moins précises, même si des unités plus mobiles opèrent dans la capitale, au sud au sud-est du pays. Le principal théâtre des opérations continue à être, donc, le Haut-plateau nord-occidental et les forêts du nord du pays.

Six *municipios* de San Marcos ont été encerclés par l'armée et des reportages locaux informèrent sur les fréquents aller-retour des hélicoptères, entre la base militaire de Santa Ana Berlin (Coatepeque) (1) et les zones de combats. Le 13 août, la presse évaluait à 49 les pertes de l'armée, à partir des bulletins officiels, et les militaires reconnaissent avoir eu des combats de plus de 12 heures, «car les rebelles sont bien retranchés». (2) L'ORPA affirme, le 17 août, avoir infligé 122 pertes à l'armée depuis le 20 juillet, début de l'offensive militaire à San Marcos. En même temps, des militaires estimaient que la résistance des organisations révolutionnaires avait dépassé tous les calculs.

En effet, un porte-parole de l'armée a reconnu que de nombreuses opérations de la guérilla avaient eu lieu dans différentes régions du pays, dans le but de distraire les forces engagées par l'armée dans la zone traditionnelle d'opérations de l'ORPA (3). Ainsi, l'armée rapportait un violent affrontement, le 9 août, à Nenton (Huehuetenango), et annonçait le même jour, une vaste

opération militaire, avec artillerie lourde et chars légers, dans plusieurs *municipios* de Quetzaltenango. D'autres actions ont été enregistrées à San Marcos (4 véhicules militaires attaqués), à Huehuetenango (attaque d'une colonne gouvernementale de 50 hommes), au Peten et à Suchitepequez (4). La dernière action en date dont nous avons eu connaissance, a eu lieu le 29 août à Tzalbal, Nebaj (El Quiché). Dans cet affrontement, l'armée a subi 37 pertes (25 morts et 2 blessés).

L'armée n'a pas réussi à déloger les positions occupées par les forces révolutionnaires à San Marcos. Deux facteurs semblent expliquer l'échec des forces gouvernementales : d'une part, les leçons que les révolutionnaires guatémaltèques ont tiré des campagnes militaires de 1982 et 1983, à Chimaltenango, au Quiché et à Huehuetenango, qui sont à la base de la restructuration actuelle des forces rebelles ; et, d'autre part, les caractéristiques de peuplement à San Marcos (zone densément habitée, où prédominent les grandes plantations d'agro-exportation) Ceci a empêché l'application de la tactique de la «terre brûlée» telle qu'elle avait été appliquée au Quiché et à Huehuetenango (5).

En effet, l'utilisation d'une méthode aussi dévastatrice à San Marcos aurait des conséquences négatives immé-



diates pour l'économie du pays, profondément dépendante de l'agro-exportation.

### L'ENJEU : RÉVOLUTION OU DICTATURE

Dans un communiqué rendu public le 28 août par l'agence Enfoprensa, l'URNG (6) déclare avoir effectué 84 opérations militaires, entre le 21 mars et le 15 août, dont plusieurs d'une certaine envergure. Elle réaffirme la nécessité d'accroître la lutte armée contre le régime, comme seule possibilité d'introduire les changements socio-économiques dont le Guatemala a besoin. La guerre interne continue à être, donc, le principal terrain d'affrontement politique dans le pays. ■

(1) Cette base militaire avait été attaquée avec succès il y a plusieurs mois par l'ORPA.

(2) SIAG, telex numéro 428, 13 août 1984.

(3) SIAG, lettre hebdomadaire du 17 août 1984.

(4) Inforpress numéro 604, 16 août 1984.

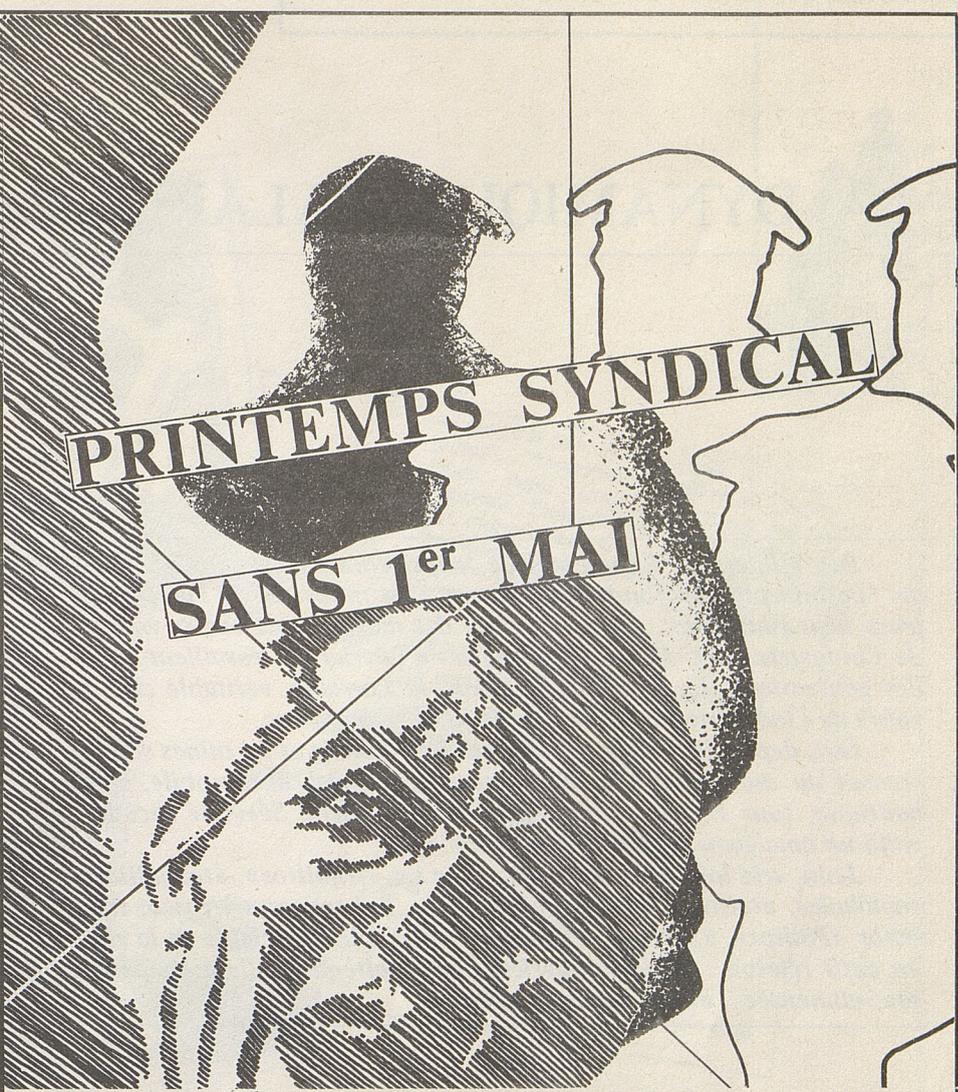
(5) Qui sont des zones où prédominent les minifundias.

(6) Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque, formée par l'Armée de guérilla des pauvres (EGP), les Forces armées rebelles (FAR), l'Organisation du peuple en armes (ORPA) et le Noyau de direction nationale du Parti guatémaltèque du travail (PGT-ND).

## Dossier

Le conflit du travail motivé par la fermeture de l'usine Embotelladora Guatemala S.A. (EGSA) de Guatemala Ciudad, provisoirement conclu par un accord entre le syndicat et l'entreprise (STEGAC) et Coca Cola Inc., est l'indice le plus représentatif de la récupération du mouvement syndical guatémaltèque.

Mais pour bien en restituer toute l'importance, il nous faut rappeler brièvement le rôle fondateur de ce syndicat dans la construction de l'unité syndicale au Guatemala. 1976 : la répression anti-syndicale bat son plein, notamment à Aurotex, entreprise du secteur textile, tandis qu'à l'usine EGSA, 152 licenciements sont annoncés sous ce motif. En réponse à ces licenciements massifs est créé le 31 mars le CNUS (Comité national d'unité syndicale), lors d'une assemblée nationale des organisations syndicales. Cette première depuis 1954, fut intégrée par les syndicats suivants : la Fédération des travailleurs unis de l'industrie sucrière (FETULIA), la Fédération centrale des travailleurs du Guatemala (FESETRAG), la Fédération autonome syndicale du Guatemala (FASGUA), la Fédération syndicale des employés de banque (FESEB), la Centrale nationale des travailleurs (CNT), le syndicat des travailleurs du papier, le syndicat central des travailleurs municipaux et le Comité de solidarité avec les travailleurs de Coca Cola. Cette liste, regroupant syndicats nationaux, de branches et d'entreprises, reflète parfaitement les difficultés issues du caractère éclaté du syndicalisme guatémaltèque, fondamentalement déterminé par le type d'industrialisation tardive et multinationalisée du pays. Ce qui confère à l'événement une extrême



PRINTEMPS SYNDICAL

SANS 1<sup>er</sup> MAI

importance, car au-delà de la dynamique unitaire engendrée, la création du CNUS consacrait l'autonomie du mouvement ouvrier guatémaltèque, surtout par rapport à la Démocratie Chrétienne qui fut à l'origine de la FASGUA en 1956, puis de la CNT en 1968. Ce processus culmina le 23 juin 1980 lors de l'adoption par 600 délégués présents du projet de nouveau code du travail en rejet de celui en cours d'élaboration par la dictature. Certes, le prix fut lourd à payer, enlèvements, disparitions, assassinat... aboutissant à la décapitation du syndicalisme guatémaltèque. Le plus féroce exemple fut l'assassinat de 27 dirigeants de la CNT, le 21 juin 1980. Depuis, l'impossibilité de mener une lutte ouverte légale a immergé les militants ouvriers dans une clandestinité indispensable, mais qui limitait drastiquement les possibilités d'action. Alors, qu'est-ce qui a changé qui pourrait donner des éléments d'explication de

ce printemps syndical guatémaltèque ? En premier lieu, soulignons ses limites : entre novembre 1983 et mars 1984, 26 syndicalistes ont disparu, ce qui a motivé l'absence de défilé le 1er mai. Et pourtant, l'unité syndicale a repris vie à travers la réactualisation du CNUS sous la dénomination de CONUS (Coordination nationale d'unité syndicale), qui expose : «Avant tout, nous voyons dans ces manœuvres l'objectif de détruire les organisations syndicales et d'empêcher le développement du mouvement dans notre pays. Déjà les patrons se donnent le luxe de faire ce qui leur plaît avec les lois qui protègent les travailleurs, sans que l'État et le ministère du Travail ne sanctionnent ces violations».

Cela montre bien que si le processus électoral engagé oblige le pouvoir à permettre de telles expressions, elles seules constituent la partie visible du mouvement démocratique au Guatemala. ■

## LA DYNAMIQUE SALARIALE

*Des milliers de kilomètres de labyrinthes souterrains ; galeries de charbon plus profondes que la mer ; les monstres de l'acier avec leurs haut-fourneaux, grands comme des maisons, véritables volcans de l'industrie. Des dizaines de milliers d'ouvriers y travaillent au fil des générations. Le Nord-Pas-de-Calais, la Lorraine, véritable clef de voûte de l'industrie française... et de sa classe ouvrière.*

*Oui, depuis le 19ème siècle l'industrie lourde et les mines sont le creuset du mouvement ouvrier. Ponts, gratte-ciel, automobile, aéronautique, tour Eiffel... congés payés, huit heures, Sécurité sociale... voilà un amalgame difficilement dissociable.*

*Loin, très loin, le Guatemala. Avec ses «frijolitos», «tostaditas», enchiladas, atolito..., Fanta, Pepsi, Coca,... chemises «Arrow», transistor «Philips», «Sansui»,... Un autre univers indissociable de la vie... un petit rejeton : la classe ouvrière guatémaltèque ; elle était petite, sous-alimentée... et elle faisait la grimace.*

Nous nous bornerons ici à illustrer les parallèles entre d'une part le processus de gestation, apogée et crise de l'industrie manufacturière et, d'autre part, ses effets sur ce qu'on peut appeler la naissance, l'apogée et la résistance du mouvement ouvrier et syndical. En effet, la croissance industrielle est un phénomène essentiellement économique, qui a néanmoins des répercussions directes sur la structure sociale, qui a une incidence décisive sur la formation, la consolidation et l'extension des différentes classes et couches sociales, qui modifie leurs relations entre elles ; modifiant leur poids spécifique et leur influence relative, qui change le cadre contradictoire de leurs intérêts respectifs et qui, pour finir, se manifeste sur le terrain des conflits sociaux, avec toutes les conséquences politiques que cela suppose. Ceci dit, la comparaison entre des phénomènes d'ordres différents (économiques, d'une part, sociaux et politiques, d'autre part), nous la faisons à titre indicatif, cherchant à souligner des coïncidences et non pas des liens causaux.

Nous allons retenir deux sortes de phénomènes : le premier concerne la description du type d'industrialisation, c'est-à-dire l'industrie vue à travers les biens qu'elle produit et les personnes

qu'elle occupe. Le second concerne la croissance industrielle et les modifications qu'elle a provoqué sur la structure de la demande interne, et particulièrement sur la consommation des ménages (cette dernière variable exprimant d'ailleurs des modifications du pouvoir d'achat des salaires).

### UNE INDUSTRIE DE LA DERNIERE TOUCHE

L'industrie guatémaltèque est largement spécialisée dans la production des biens de consommation directe. Ceci était vrai en 1958 et, malgré des petites modifications, ceci est encore vrai de nos jours (voir tableau).

	1958-a	1960-b	1970-b
Indust. de consommation	71,7	88,8	76,3
Indust. intermédiaires	24,8	8,5	10,0
industries métal-mécan.(1)	3,4	2,7	13,7

(a) distribution relative des produits

(b) distribution relative des unités de production

(1) cette branche peut-être assimilée à la production des biens de capitaux.

Source : René Poitevin. «El proceso de industrialisation en Guatemala». Educa, Centro America, 1977.

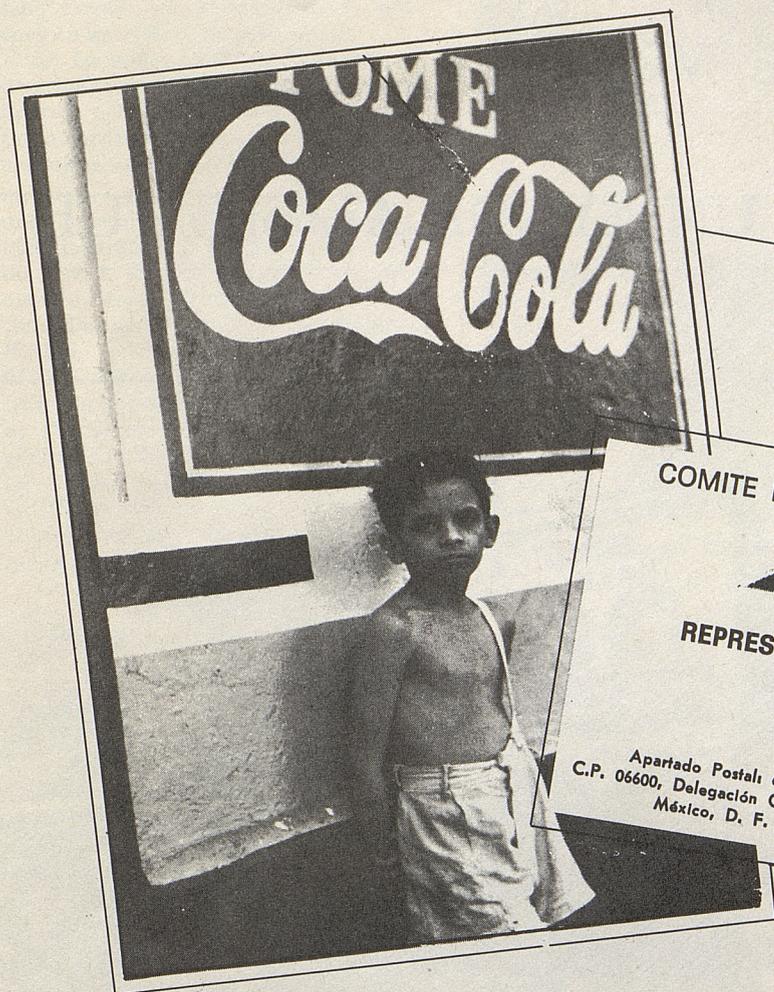
En ce qui concerne la taille des entreprises, le critère retenu par les sources consultées est le personnel occupé. Ainsi, les PME sont divisées en deux groupes, les plus petites utiliseraient entre 5 et 19 ouvriers, les moyennes de 19 à 49 ; et les grandes plus de 50.

En 1976, sur un total de 2.107 établissements industriels, 66% étaient des petits, 18% des moyens et 16% des grands. En somme, 84% des entreprises sont des PME. A ceci s'ajoute le fait que dans la population économiquement active, seulement 16% travaille dans l'industrie de transformation. Bref, une industrie de petits ateliers, très dispersée dans l'espace et quantitativement faible. Voilà un des principaux handicaps du mouvement ouvrier au Guatemala. D'autres facteurs ont cependant joué favorablement dans le sens d'un élargissement et d'une meilleure cohésion de celui-ci.

### LE «BOOM» DES ANNÉES 70

Au cours des années soixante et soixante-dix, le rythme général de croissance de l'économie guatémaltèque a dépassé de manière significative le taux de croissance enregistré au cours des décennies précédentes. La participation du secteur industriel et du secteur des services est devenue décisive.

En effet, entre 1960 et 1976, les exportations de produits manufacturés au marché centroaméricain se sont multipliées par 27,5.



« Loin, très loin, le Guatemala. Avec ses "frijolitos", "tostaditas", enchiladas, atolito..., Fanta, Pepsi, Coca..., chemises "Arrow", transistor "Philips", "Sansui"... un autre univers indissociable de la vie... un petit rejeton : la classe ouvrière guatémaltèque ; elle était petite, sous-alimentée... et elle faisait la grimace. »

COMITE NACIONAL DE UNIDAD SINDICAL  
DE GUATEMALA

REPRESENTACION INTERNACIONAL

CNUS

Apartado Postal 6.955  
C.P. 06600, Delegación Cuauhtémoc  
México, D. F.

Tel. 566-48-68

En 1958, deux ans avant la création du Marché commun centro-américain (MCCA), il y avait 1.187 établissements industriels ; dix ans plus tard, le nombre est de 1930 ; et en 1976, on trouve 2.107 établissements. Par ailleurs, la structure des exportations fut radicalement transformée. En 1960, le café a lui seul assurait 67,4% des exportations ; en 1968, sa participation avait diminuée de 30,4%. Les produits manufacturés sont passés, durant la même période, de 5,6% à 48,7% du total des exportations.

Mais ce qui nous intéresse ici, plus que la croissance économique en elle-même, ce sont ses répercussions sur la structure sociale et particulièrement ce qui a pu influencer les rapports entre les différentes classes sociales. Nous voulons simplement mettre en évidence la coïncidence temporelle entre, d'une part, l'essor du mouvement populaire et syndical au cours des années

soixante-dix et, d'autre part, les effets de la croissance sur la structure des revenus et des salaires, notamment par l'augmentation de la masse de ces derniers (expansion horizontale) et des pressions à la «hausse» (expansion verticale) de la part des travailleurs.

En effet, au cours des années soixante-dix et à la différence des années soixante, la plus grande poussée du côté de la demande vint de la demande intérieure. En 1976, celle-ci augmenta de 10%. Parmi les composants de la demande intérieure, il faut souligner l'augmentation de 6,7% dans les dépenses de consommation des ménages qui se traduit par une hausse de 3,7% de la consommation par tête.

Alors, si le marché interne fut effectivement élargi et si la consommation de la population s'est accrue, les branches de l'industrie qui ont montré le plus grand dynamisme sont celles qui produisent pour la consommation massive ; comment, en l'absence des politiques redistributives et avec l'exis-

tence d'un modèle d'hyper-concentration de la richesse, peut-il y avoir eu un élargissement de la consommation populaire ?

D'un point de vue capitaliste, l'élargissement de la consommation ne demande pas nécessairement une augmentation des biens échangés, mais plutôt que l'échange soit fait en argent. Au moins théoriquement, l'élargissement du marché capitaliste peut se produire sans que la consommation réelle en termes de valeur d'usage soit effectivement augmentée. Dans le cas du Guatemala, la transformation capitaliste des rapports de production pré-capitalistes explique peut-être l'élargissement du marché interne en l'absence d'une quelconque politique redistributive. L'éclosion d'un vaste mouvement syndical dans les campagnes guatémaltèques au cours des années soixante-dix, sur une base de revendications salariales d'abord, et politique ensuite, illustre bien ce que nous venons de dire. ■

## UN SYNDICALISTE VU,

M.D.

Renforcer les mesures de sécurité, développer les techniques d'autodéfense, œuvrer à la préparation de grèves insurrectionnelles : autant de thèmes majeurs que le mouvement syndical guatémaltèque examine actuellement, pour restituer à chacune et à chacun son libre droit de travailleur, face à une grande bourgeoisie et à des transnationales confondues dans une même volonté de sur-exploitation et de sur-profit, et face aussi à un gouvernement contrôlé par de «nouveaux riches» militaires, qui ont interdit tout droit de syndicalisation et d'association aux employés de l'État (art. 57 du Statut fondamental de gouvernement, élaboré en remplacement de la Constitution suspendue apr le Général Rios Montt le 23 mars 1982) (1).

Respect des conventions internationales de l'OIT auxquelles a souscrit le gouvernement guatémaltèque, respect des droits au travail et à la vie, fin de la politique de «terre brûlée», respect de la Déclaration universelle des droits de l'homme, abrogation de l'article 57 pré-cité constituent autant de revendications des syndicalistes guatémaltèques et de leurs collègues dans le monde, dès lors où dans ce pays, c'est mettre sa vie en danger que d'avoir une activité syndicale, comme en témoigne le paragraphe ci-dessous, bien loin d'être exhaustif.

21/6/80 : 27 dirigeants de la CNT (Centrale Nationale des Travailleurs) sont enlevés

7/8/80 : enlèvement de 17 syndicalistes à l'École d'orientation syndicale dans le centre religieux Emmaüs à 50 kms de la capitale

28/1/81 : meurtre dans la capitale d'un dirigeant du CNUS, de la FASGUA et du syndicat de la verrerie CAVISA

3/7/81 : enlèvement du secrétaire général de la FASGUA dans la capitale (Damian Gomez)

11/8/81 : enlèvement d'un journaliste du SIMCOS (Syndicat des moyens de communication)

mars 81 : disparition à Escuintla du secrétaire général de la FTG (Fédération des travailleurs du Guatema-

## UN SYNDICALISTE TUE



la), dirigeant du syndicat de la Papeletera Centroamericana

5/11/81 : un employé de l'Université San-Carlos est tué en sortant de son travail

24/12/81 : meurtre d'un dirigeant du CNUS et du FDCR, dirigeant de la Fédération des employés de banque et d'assurance

9/3/82 : meurtre d'un membre du FNM (Frente Nacional Magisterial) août 82 : disparition de deux institutrices

13/12/82 : enlèvement de deux syndicalistes de l'entreprise Tejidos Universales

25/2/83 : la police intervient en faveur du gérant d'une entreprise pharmaceutique affiliée à la transnationale RICHARDSON VICK'S (qui voulait licencier illégalement 17 employés)

25/3/83 : disparition d'America Yolanda Urizar de Aguilar, avocate auprès de diverses organisations syndicales

16/8/83 : enlèvement de José Luis Ramos (68 ans), membre de la CGT

de 1952 à 1954, délégué syndical auprès de la FSM, fondateur de la FASGUA

10/12/83 : enlèvement de deux dirigeants CNT du complexe sucrier Pantaleon (Escuintla)

Ces quelques éléments marquants de la «vie syndicale» au Guatemala témoignent à peine de la répression exercée depuis trente ans à l'encontre des directions et des bases syndicales.

Séquestres individuels ou massifs, mises à sac de locaux, milice et au travail (avec appui informatique), non-attribution et suppression de la personnalité juridique associative : autant de méfaits qui s'ajoutent à des milliers de

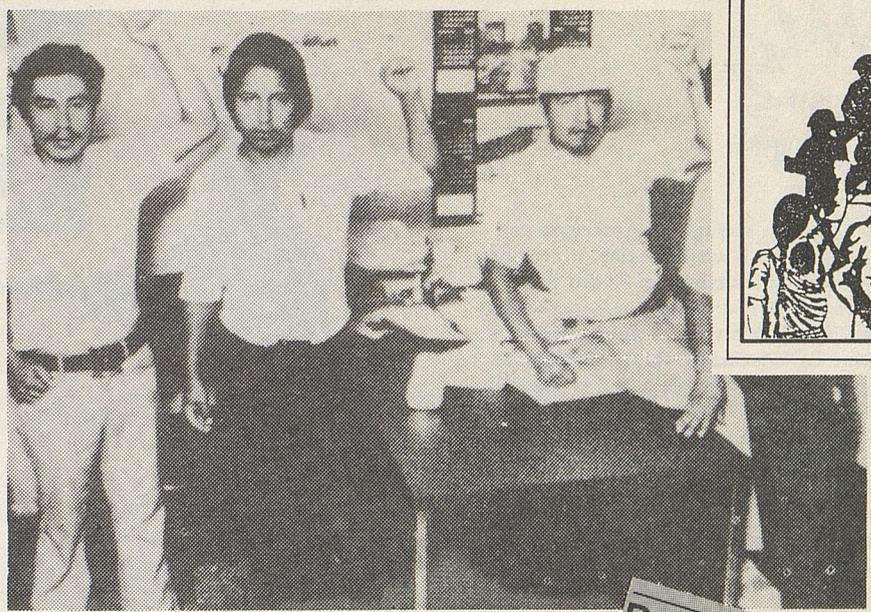
(1) Les informations ici données concernent les vingt-quatre derniers mois. Pour la période antérieure, consulter l'article de Michel Demyk «L'Évolution du syndicalisme au Guatemala (1900-1982)» paru en mai 1982 dans la revue *Annales des pays d'Amérique centrale et des Caraïbes*, numéro 3, 1982, CREAC, PUF, Aix en Provence.

meurtres impunis, perpétrés parmi une « population économiquement active » dont l'effectif se réduit comme une peau de chagrin (près de la moitié est sans emploi ou sous-employée, soit environ un million de personnes).

Le 1er juillet 1982, un décret d'état de siège, rétablissant l'état de siège, a interdit pendant près d'un an le fonctionnement des partis et syndicats, conformément à une volonté patronale meurtrière *stricto sensu* et relayée par une corruption sans égale affectant l'administration publique et la justice du travail. En mai 1983, le gouvernement a décidé de créer la Confédération d'unité syndicale du Guatemala (CSUG : 9 fédérations, 275 syndicats, 95.000 adhérents) afin de mieux contrôler la population et de l'isoler ainsi de l'influence des divers mouvements guerrilleros. Simultanément, il a rétabli les travaux publics forcés (supprimés en 1944) pour la construction, sous contrôle militaire, de voies de communication.

Ces différentes mesures coercitives s'ajoutent à de nombreux autres antécédents, caractéristiques par exemple de la nouvelle gestion de l'Institut guatémaltèque de Sécurité sociale (IGSS) : licenciements arbitraires, non-respect des droits acquis (ancienneté), non-observation des conventions collectives existantes, etc. Le secteur privé est lui-même promoteur en la matière : des entreprises ferment et donc licencient, puis ouvrent de nouveau mais alors sans aucune activité syndicale (cas d'*Apolo Industrial*, d'*Acerisa*, d'*Induplastic*, d'*Exmibal*...). En décembre 1982, un décret gouvernemental a imposé aux entreprises une diminution de leurs importations de 10 à 50% par rapport à 1981 : parmi d'autres, la Bank of America a dû ainsi licencier 54% de son personnel. Et si l'article 105 du Code du travail prévoit une commission paritaire des salaires minimaux composée de deux employeurs, de deux syndicalistes et d'un inspecteur du travail, c'est en définitive le gouvernement qui décide des nominations à cette commission.

Dans ce contexte, on comprend pourquoi l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation et des produits connexes (UITA, deux millions de travailleurs répartis en 186 syndicats dans 63 pays) a lancé une action mondiale de soutien aux 460 ouvriers de l'entreprise Coca-Cola de la capitale du Guatemala. A diverses reprises, après 1975, plusieurs secrétaires du syndicat de cet établissement ont été tués ; le 20 décembre 1980 a été signé le premier accord du genre dans ce pays : fin de la persécution des ouvriers et libre expression (pose d'un panneau d'affichage !). Mais le 25 avril 1984, la direction décidait de se mettre en faillite et de licencier tout le personnel afin d'ouvrir ultérieurement dans d'autres conditions, c'est-à-



Dirigeants syndicaux de l'EGSA



DOCUMENT

*Les acquis du STEGAC doivent être consolidés par de nouvelles affiliations à l'UITA au Guatemala et des interventions pour protéger leurs militants. Lors de sa dernière réunion, le Comité exécutif de l'UITA a accepté l'affiliation du Sindicato Trabajadores de Exportacion de Chiclos SA Adama. L'ancien secrétaire général de ce syndicat, Samuel Amancio Villatoro, a été enlevé le 30 janvier 1984. Il a été vu en vie dans une prison militaire, la troisième semaine de mars. Il avait été torturé et continuait de l'être. La dernière demande d'affiliation vient du Sindicato de Trabajadores de la Cerveceria Nacional (brasserie appartenant à des membres de la famille Castillo). Celui-ci est confronté à l'opposition de la société dans une filiale de distribution qu'il essaie d'organiser, et où quatre de ses membres ont été licenciés.*

\*Coca-Cola information numéro 9, UITA 10/07/1984.

*Dans d'autres industries aussi on voit des signes encourageants de militantisme et de confiance en soi. Dans une petite usine métallurgique, Aluminos Industriales S.A., les travailleurs ont occupé l'établissement en juin pour protester contre le licenciement de 17 syndiqués sur 31 (il y a 40 travailleurs dans l'usine). Cinq membres du comité syndical étaient parmi les licenciés. Treize d'entre eux ont été réintégrés après une semaine d'occupation seulement ; les quatre autres avaient pris leurs indemnités et ne pouvaient être réintégrés - c'est la même erreur qu'ont fait les 96 de l'EGSA. Nous poursuivons nos efforts pour faire connaître l'importance de la situation au Guatemala et pour obtenir d'autres organisations syndicales internationales qu'elles lui accordent la priorité nécessaire.*

dire sans possibilité de création d'un syndicat.

Il resta l'élément majeur d'une radicalisation toujours plus approfondie du mouvement syndical guatémaltèque dans toutes ses composantes sectorielles au niveau de l'activité économique mais aussi culturelles, les « indigènes » pauvres (plus de la moitié de la population nationale) se regroupant aux côtés des « ladinos » pauvres (guatémaltèques ne parlant qu'espagnol).

Surtout, il reste aussi la volonté syndicale de s'incorporer à une organisation centraméricaine revendicative, dont la dimension apparaît plus apte à annihiler les appétits étrangers soutendus par les capitalistes nord-amé-

ricains. Dans ce chapitre, les enseignants des États centraméricains sont pratiquement parvenus à un degré d'action qui mérite considération, toute grève dans un pays pouvant requérir prochainement le soutien d'autres pays.

La lutte est longue et parsemée d'aléas et de morts. Mais et sans faire référence aux peuples de l'Union Soviétique et du dit Tiers-Monde, la confiance demeure des opprimés pour leur libération. Plus qu'une formule classique, les oligarques et les militaires guatémaltèques comme les servants du pouvoir US doivent en tenir compte. Sinon, ils y seront obligés (et même en vertu ou non de la foi chrétienne). ■



Lors d'un voyage en Amérique centrale au mois d'avril dernier, Victor de la Fuente, journaliste à Radio France Internationale, a passé une semaine au Guatemala. Il est allé à deux reprises à l'usine EGSA-Coca Cola de Guatemala-Ciudad alors occupée par les travailleurs depuis 2 mois. Il nous apporte une vision vivante, parfois émouvante, de ces ouvriers guatémaltèques en lutte dans un pays où l'état militaire livre une guerre permanente contre les organisations populaires.

*Comment le contact a-t-il pu s'établir ?*

Très simplement, je suis allé à l'usine EGSA sans rencontrer aucun problème pour y pénétrer. La première fois, je suis arrivé le matin, au moment où se tenait l'assemblée générale journalière qui donnait les informations sur l'évolution de la situation nationale et internationale du conflit et organisait l'occupation. Ce qui m'a frappé c'est l'ambiance qui y régnait ; il y avait en effet une démocratie très large, basée sur la participation active des gens. Ceci leur avait permis de résister les premiers temps de l'occupation lorsque la pression de l'extérieur se faisait beaucoup plus sentir.

*Quel rôle a joué la solidarité dans ce conflit du travail ?*

A ce sujet, il faut distinguer plusieurs éléments : Tout d'abord, au Guatemala les syndicats ouvriers ou paysans ont pris une grande importance dans le contexte répressif actuel. En ce sens pas seulement syndical, revendicatif mais presque politique avec les risques que cela comporte. Ce que les grévistes m'ont dit, c'est qu'ils étaient en train de tenter de reconstituer un mouvement syndical unitaire au Guatemala ; le conflit de Coca-Cola devant servir de tremplin à la constitution de la CONUS (coordination nationale unitaire syndicale). Ainsi toutes les aides provenant de tout le pays correspondaient à une réelle demande de solidarité car en tant qu'exemple c'est bien eux qui supportaient le poids de l'action. C'était comme un échange entre les ouvriers d'EGSA et l'ensemble du mouvement syndical guatémaltèque. Quant à la solidarité internationale, tous les textes étaient lus en assemblée générale. Le jour où j'y étais ils avaient reçu des soutiens en provenance d'Allemagne de l'ouest, du Japon et d'Italie. En plus de la relative protection vis-à-vis de la répression, la solidarité internationale soulageait également les problèmes d'ordre économique vécus par



## STORY

les 400 familles concernées. D'ailleurs ce jour-là il y avait peu d'argent.

*Comment s'est organisé le soutien à l'intérieur du pays étant donnée l'absence de confédération nationale au Guatemala ?*

C'est un véritable travail de fourmis qui a été accompli par les travailleurs de l'usine EGSA. La presse par exemple, en a parlé au début puis plus rien, sauf à l'occasion de la venue d'un syndicaliste nord-américain. En fait c'est l'organisation interne et autonome du mouvement qui a permis de faire connaître le conflit et dont l'assemblée générale représentait le moment le plus important. Les principales commissions créées furent les suivantes :

- La commission sécurité avait pour tâche l'entretien et la sauvegarde de l'outil de travail de jour comme de nuit,
- la nourriture occupait une place prépondérante puisque tout le monde mangeait sur place,
- la commission solidarité était destinée à servir de lien avec l'extérieur,
- et enfin la commission sportive disposait d'un stade à l'intérieur de l'usine.

*Quelle vision en as-tu retiré ?*

J'ai été assez surpris. En effet je connaissais l'histoire de Coca-Cola comme un exemple mais on pouvait toujours se le représenter comme un groupe de dirigeants actifs. Or c'était réellement unitaire et tout le monde participait. Certes quand j'ai demandé si seules les femmes préparaient les tortillas, personne n'a compris.

*Lors de ton entretien avec les dirigeants, comment appréciaient-ils le futur immédiat de la lutte ?*

Les dirigeants étaient optimistes. Le

Nous publions la lettre d'entente qui constitue la teneur exacte de l'accord passé entre Coca-Cola Inc. et le syndicat de l'usine d'embouteillage de Guatemala-ciudad, le 27 mai 1984, à San-José, capitale du Costa-Rica. Cet accord intervenu après quatre mois d'occupation de l'usine, que nous restituons sous ses aspects quotidiens Victor de la Fuente, nous est parvenu alors que la campagne de solidarité en France entrait dans sa phase active. Deux initiatives furent lancées : l'une par le FGA CFDT et l'autre par l'association du CEDOS (centre d'étude et de documentation ouvrière et sociale) et du Collectif Guatemala sur la base d'un dossier diffusé à 250 exemplaires.

Réunis la veille de la pentecôte, le CEDOS, le Collectif Guatemala et le FGA CFDT décidaient d'organiser un meeting d'information avec le soutien du syndicat CGT des correcteurs. Ainsi, et ce malgré une assistance minimale d'une cinquantaine de personnes, la présence de deux syndicalistes guatémaltèques et un public attentif et intéressé ont été autant de signes d'en-

raisonnement qu'ils menaient était le suivant : Cette usine est rentable donc des capitalistes ne peuvent que s'y intéresser. Mais ce qui m'a fortement impressionné ce fut leur jeunesse combinée avec une grande maturité, car tout en mesurant les risques encourus ils étaient disposés à continuer, conscients de l'importance du conflit tant pour eux que pour l'ensemble du syndicalisme guatémaltèque. Et pour cela, le syndicat de l'usine Coca-Cola, le STEGAC avait la chance d'être affilié à l'UITA (Union internationale des travailleurs de l'Alimentation). Quant



couragement. Et nous craignons devoir bientôt raviver ce « capital » d'intérêt au vu des dernières nouvelles reçues de Guatemala-Ciudad.

Dan Gallin, secrétaire général de l'UITA, nous écrivait à ce sujet : « La situation actuelle de l'usine continue d'être difficile. La longue attente, en attendant que Coca-Cola négocie un accord avec un acheteur, et sans le soutien psychologique de la campagne est lourde à porter ».

En effet, au moins deux éléments allant dans ce sens sont à prendre en considération : — Alors que la reprise de l'usine, donc du travail, était prévue pour l'automne, la principale échéance de Coca-Cola se situait pendant l'été, comme boisson officielle des jeux olympiques de Los Angeles ; ce qui le rendait plus fragile.

— Le second élément réside dans l'opposition affirmée des milieux d'affaires internationaux à la conclusion de ce type d'accord où l'UITA acquiert un statut reconnu dans le conflit pour la deuxième fois, en 1980 et 1984\*.

Le boycott de Coca-Cola sera-t-il à nouveau d'actualité ? ■

au gouvernement, ils ne se faisaient aucune illusion mais ils le savaient coïncé par « l'ouverture démocratique » en cours. En conclusion ce qui m'a le plus impressionné c'est que dans une situation si dure où ils risquent leur vie de manière évidente, tous étaient déterminés à poursuivre la lutte. Je les ai sentis très mûrs, très solides et surtout conscients des étapes à franchir donc tout le contraire d'aventuriers ou de volontaristes. En tout cas c'est l'impression qu'ils donnent.

Paris, le 6 sept. 1984



#### « LETTRE D'ENTENTE »

« La Coca Cola Interamerican Corporation sert actuellement d'agent pour trouver de nouveaux investisseurs dans EGSA, qui produisent et distribuent ses produits sur tout le territoire d'EGSA en 1980. Cette recherche se poursuivra jusqu'à ce que la Coca Cola Interamerican Corporation y réussisse.

« Lorsque les nouveaux propriétaires seront identifiés, une condition de l'achat sera que le Sindicato de Trabajadores de Embotelladora Guatemalteca S.A., anexos y conexos (STEGAC) soit reconnu comme représentant les travailleurs de la société. Les nouveaux propriétaires confirmeront cette reconnaissance par écrit. Tous les droits syndicaux continueront d'être respectés conformément à l'accord gouvernemental du Guatemala, en date du 6 avril 1976. Les nouveaux propriétaires reconnaîtront et soutiendront la convention collective de travail actuellement en vigueur.

« Prenant en considération la garde et l'entretien de l'établissement physique et des équipements d'EGSA, la Coca Cola Interamerican Corporation veillera à ce que, à partir de la semaine du 28 mai 1984, l'EGSA paie les salaires des salariés actuellement employés par EGSA pour un montant de 252.150 quetzales. Ces salaires couvriront la période de garde et d'entretien depuis le 18 février 1984 et jusqu'à ce que l'usine soit réouverte par de nouveaux propriétaires.

« Dès réception de cette compensation, les travailleurs ont le droit de toucher les indemnités de licenciement pour la période précédant le 29 février 84, à leur discrétion. Il est entendu que cet accord représente une situation exceptionnelle en ce qui concerne le niveau des salaires. Il est aussi entendu que, pendant ce temps, la relation de travail entre EGSA et les salariés continue, et que tous les droits d'ancienneté, les indemnités de licenciement touchées à la banque mises à part, doivent être respectés conformément à la convention collective en vigueur.

« Lorsque l'usine réouvrira avec de nouveaux propriétaires, les salariés

actuels d'EGSA (au nombre d'environ 350) reprendront leur poste de travail à leur classification antérieure pour un minimum de 60 jours. Le 6<sup>ème</sup> jour, la direction de la société déterminera le nombre de postes de travail nécessaires selon la formule suivante : la société gardera au moins un salarié pour 1000 caisses vendues par mois, selon la moyenne du mois précédent. Il est entendu que le niveau de l'emploi ne baissera pas en dessous de 250 salariés, sauf en des circonstances prévues par la convention collective. Il est aussi entendu qu'au cas où les ventes mensuelles moyennes dépasseraient les 350.000 caisses, la formule susmentionnée ne s'applique plus. Au fur et à mesure que des emplois seront libérés, ils seront pris par les travailleurs actuels qui auront été mis à pied.

« La Coca Cola interamerican corporation recommandera au nouveau propriétaire de prendre en considération l'application de tous les programmes appropriés, comme la formation de comités paritaires pour les contrôles de qualité, la production et le marketing.

« En un geste humanitaire, la Coca Cola Interamerican Corporation fera un investissement volontaire de 12.000 Quetzales comme contribution à un fonds de soutien aux familles des responsables du STEGAC qui ont succombé de mort violente avant le mois de juin 1980. Le paiement sera fait au STEGAC qui constituera et administrera le fonds en fideicommiss.

« Il est aussi entendu que, jusqu'à ce que de nouveaux propriétaires soient trouvés, aucune société n'obtiendra le contrat de distribution des produits Coca Cola en boîte ou en bouteille sur le territoire accordé en franchise à l'embouteilleur de la ville de Guatemala ».

signé : J. Alberto Quintana  
Directeur régional  
Amérique Centrale et Panama

Michael J Semrau  
Directeur des relations de travail et relations professionnelles  
The Coca Cola Company

Approuvé par le Ministère du Travail  
Guatemala

# LA MEMOIRE VIVANTE

## DU GENOCIDE

Les nouvelles provenant des camps de réfugiés guatémaltèques au Mexique sont très inquiétantes. Elles mettent en évidence les difficultés et le drame de milliers de paysans guatémaltèques, indiens pour la plupart. La décision prise par le Mexique de transférer 45.000 d'entre eux à l'état de Campeche, a rendu plus précaire leur situation.

Avec le climat de terreur et de violence instaurés par les militaires guatémaltèques, des milliers de paysans se sont réfugiés au Mexique dans l'état de Chapas (zone frontalière avec le Guatemala). On estime à 100.000 les réfugiés guatémaltèques au Mexique, dont 46.000 dans la région de San Cristobal las Casas, et plus de 50.000 dans les hameaux et communautés de la région de Tapachula.

Une récente décision prise par le gouvernement mexicain de procéder à la réinstallation des réfugiés en dehors de la province de Chiapas, dans une région très éloignée et inhospitalière, la région de Campeche (à 500 kms de la frontière), va aggraver la situation de ces hommes, femmes, enfants, dénutris, choqués, traumatisés, par leur vécu au Guatemala. Cette réinstallation a commencé à se réaliser malgré l'opposition des réfugiés eux-mêmes.

C'est le 30 avril que la Commission d'aide au réfugiés (COMAR), organisme qui dépend du ministère de l'Intérieur, fait connaître la décision de transférer les réfugiés à Campeche. Depuis, les faits se succèdent à grande allure. Le 10 mai, le Ministre de l'Intérieur communiquait aux directeurs de journaux que :

- l'établissement des guatémaltèques à la frontière était terminé.
- qu'ils n'étaient d'ailleurs pas des réfugiés politiques mais des réfugiés économiques qui arrivent à la recherche de conditions économiques meilleures et non parce qu'ils craignent pour leur vie.
- que le gouvernement leur donnait le choix entre le transfert à Campeche ou le rapatriement.
- que c'est une mesure de sécurité nationale car leur arrivée en grand nombre met en péril la souveraineté du

Mexique.

— que s'achèvent toutes les mesures d'aide apportées par le Mexique.

— que le gouvernement a bien mesuré les réactions d'opposition qui peuvent naître dans l'opinion publique et l'église.

En opposition aux déclarations du ministre de l'intérieur, l'évêque mexicain insiste sur la nécessité de laisser la frontière du Guatemala ouverte, pour recevoir de nouveaux réfugiés et les médecins de l'hôpital de Comitán présentent au ministre de l'intérieur un document au sujet des nécessités minimales pour le transfert et la réinstallation des réfugiés guatémaltèques, considérés comme population à haut risque de santé.

Le 30 avril, les réfugiés d'El Chupadero subirent l'incursion de l'armée guatémaltèque qui assassina six personnes et en blessa de nombreuses autres. Les réfugiés, obligés de fuir dans un autre camp, écrivent au président du Mexique et aux autorités mexicaines pour leur demander de ne pas être transférés à Campeche.

Après l'instauration d'un dialogue, les négociations seront rapidement suspendues ainsi que les aides alimentaires.

Malgré les pressions et menaces les réfugiés de différents camps, redisent à COMAR leur intention de ne pas se rendre à Campeche. Le manque de nourriture, la pluie, les persécutions morales, leur condition de vie difficile font que beaucoup tombent malades.

Devant l'intransigeance de COMAR, les réfugiés de Puerto Rico, commencent à quitter le camp pour éviter d'être obligés de se déplacer à Campeche. Quatre mille d'entre eux, dans des conditions très difficiles, traversent la

rivière Lacantum et vont se réfugier dans la forêt de Lacandona.

Face à la situation dramatique que vivent les réfugiés, la doctoresse M. Gaxiola, en escale à Puerto Rico, reste sur place pour aider les réfugiés.

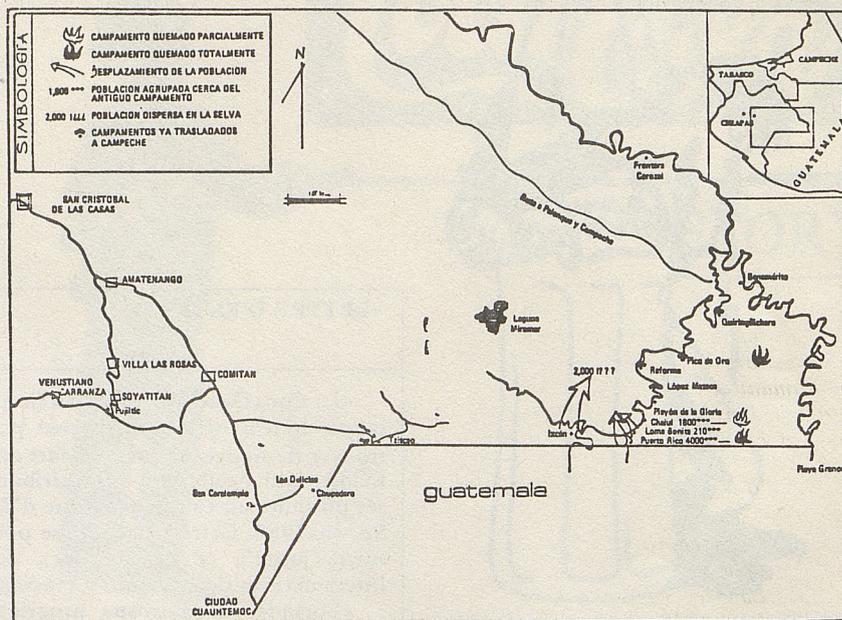
Le 28 juin, le lendemain de son arrivée, elle sera séquestrée par des agents du gouvernement et emmenée à Mexico, où elle subira des interrogatoires, ayant tout le temps les yeux bandés. Elle ne sera libérée que le 3 juillet.

Le 29 juin, ce sont deux religieuses travaillant dans le même camp qui seront elles aussi séquestrées, menacées et interrogées pendant quinze heures. A cette époque, le camp est détruit par les militaires Mexicains et les réfugiés emmenés hors de celui-ci pour être transférés à Campeche. Certains s'y rendront volontairement, d'autres subissent des pressions et d'autres seront emmenés de force.

Les pressions continuent envers les «défenseurs» des réfugiés. Le père R. Roman du diocèse de San Cristobal sera arrêté et remis en liberté le lendemain sous l'intervention de l'évêque Samuel Ruiz qui se plaint aux autorités fédérales des abus commis.

Actuellement les transferts sont suspendus provisoirement. Il semblerait que l'absence d'infrastructure d'accueil adaptée ait convaincu le gouvernement Mexicain des effets négatifs qu'aurait l'entassement de 45.000 réfugiés. Les risques d'explosion sociale et de dénonciations publiques semblent à l'origine de cette décision.

Nous ne pouvons pas écarter, les nombreuses pressions internationales qui ont été faites pour favoriser la recherche d'une solution durable à la situation des réfugiés, dans le respect des droits de l'homme.



# SOLIDARITE



## A SUIVRE...

Une nouvelle année reprend en quelque sorte après cette interruption estivale, même si le déplacement des réfugiés guatémaltèques au Chiapas par le gouvernement mexicain aura été un des sujets principaux dans les milieux de la solidarité. Divers organismes et organisations humanitaires ont en effet décidé d'agir dans le sens d'un soutien concret à ces réfugiés (voir ci-contre).

Les 7-8-9 septembre se tiendra en RFA la prochaine coordination européenne des comités travaillant en solidarité avec le peuple guatémaltèque. La dernière avait eu lieu voilà maintenant deux ans à Paris. Y seront présents des membres du Collectif Guatemala de Paris. Un compte-rendu en sera fait, comme il se doit, dans le prochain numéro de «Solidarité Guatemala». Le bilan de la campagne économique de l'URNG sera un des points forts de cette rencontre, activité à laquelle nous avons pris part. Cette campagne est aujourd'hui définitivement clôturée : l'heure des bilans a sonné ! Il vous en sera fait part prochainement.

Par ailleurs, la campagne de soutien aux travailleurs en grève de l'usine Coca-Cola de Guatemala-Ciudad lancée par l'UITA — et reprise en France par le CEDOS, la fédération agro-alimentaire de la CFDT et le Collectif Guatemala de Paris — est pour le moment «suspendue» mais peut reprendre d'un jour à l'autre, la situation étant encore loin d'être entièrement résolue (voir page suivante l'accord entre les deux parties)... Le 9 août, les syndicalistes de l'entreprise ont accusé la direction de ne pas avoir tenu tous ses engagements... ■

Les nouvelles concernant le drame des réfugiés guatémaltèques au Mexique (voir article page ) ont mobilisé pendant l'été plus de quinze organisations non gouvernementales (ONG) à Paris. Préoccupées par la décision mexicaine de déplacer les réfugiés guatémaltèques dans l'État de Campeche, à cinq cents kilomètres de la frontière, les ONG projettent de lancer, dès la rentrée, quelques initiatives autour de ce problème. Cette mesure du gouvernement mexicain a déjà touché près de 11.000 personnes. ■

## IVème RENCONTRE EUROPÉENNE DE SOLIDARITÉ AVEC LE GUATEMALA EN RFA

Francfort, le 10 septembre 1984  
Cher amis,

La grisaille et les premières ondées de septembre n'auront pas empêché cette rencontre de se dérouler dans une atmosphère chaleureuse, enthousiaste, et d'être fructueuse. Treize pays étaient venus, parfois de bien loin, pour partager leurs expériences et entrevoir ensemble l'avenir de la solidarité avec le Guatemala en Europe.

Une délégation de l'URNG était présente. Ainsi ont pu être noués des liens plus étroits entre la lutte du peuple guatémaltèque et les comités qui

la soutiennent, ici, en Europe. Aussi avons-nous pu, par ailleurs, clôturer la campagne de l'URNG «Pour la construction d'un nouveau Guatemala» sur ce continent, qui aura recueilli plus de 60.000 dollars. Nous vous ferons part ultérieurement de son résultat définitif et du bilan de cette activité en France, pour le prochain numéro de «Solidarité Guatemala».

Cette rencontre nous aura permis aussi de reconstruire nos collègues suisses et belges avec lesquels nous avons commencé à étudier les possibilités d'une activité plus concertée sur les pays francophones.

Ces deux journées seront donc à marquer d'une pierre blanche, surtout du fait de la présence de la délégation unitaire.

Salutations. La délégation française.

## ACTIVITÉS DU COLLECTIF GUATEMALA DE MONTPELLIER

Le Collectif Guatemala de Montpellier existe en tant que tel depuis octobre 1983. Travaillant auparavant au sein du Comité de solidarité Amérique latine, nous nous sommes rendus compte, avec le temps, de la nécessité que se crée un groupe se consacrant spécifiquement à la solidarité avec le Guatemala. Comme il existe des groupes de solidarité avec El Salvador et le Nicaragua, nous pensons qu'il devait également y avoir un groupe de solidarité avec le Guatemala.

En plus du Collectif Guatemala existe à Montpellier l'association de chrétiens Échange et solidarité, qui s'intéresse à la lutte du peuple guatémaltèque et plus précisément à la participation des chrétiens à cette lutte. Il centre ses actions dans le soutien à la campagne sur les réfugiés et informe de leur situation dans les camps, comme à faire connaître les persécutions de l'armée guatémaltèque que subissent les chrétiens engagés.

## ACTIVITÉS DÉVELOPPÉES PAR LE COLLECTIF EN 1983-84

Le Collectif de Montpellier a axé ses activités sur le développement de la campagne économique de l'URNG, en collectant plus de 20.000 FF, lesquels ont été envoyés au compte bancaire URNG de Paris.

Les différents types d'activité développés ont été les suivants :

— stands d'information et de diffusion du matériel élaboré par le Collectif Guatemala de Paris.

— activités d'information avec projection de films, vidéocassettes, expositions sur la lutte au Guatemala.

— vente de matériel préparé pour la campagne économique de l'URNG : bons de soutien, badges, affiches, etc.

— fêtes et actes culturels avec la participation d'artistes de différents pays qui agissent en solidarité avec le Guatemala.

— activités en solidarité avec les réfugiés guatémaltèques en collaboration avec des cercles chrétiens.

— collaboration avec Terre des hommes dans la réalisation d'une activité d'information dans les écoles : une exposition, un film sur les réfugiés leur sont fournis, et il est convenu que la recette de cette activité sera utilisée dans le projet des FP-31 que cette association soutient.

Le Collectif Guatemala de Montpellier est membre du Collectif de solidarité Amérique latine, collectif qui s'est créé à Montpellier dans le but de coordonner les activités des différents comités qui travaillent en solidarité avec les pays d'Amérique latine.

Le Collectif de Montpellier travaille avec différents collaborateurs : CIMADE, Échange et solidarité, Terre des hommes, CDTM (Centre de documentation tiers-monde). ■

## UNE POLITIQUE SOUS PERFUSION



*Au mois de juin 1984, le gouvernement des Etats-Unis a procédé à la nomination du nouvel ambassadeur à Guatemala-Ciudad : Alberto Martinez Piedra. Economiste d'origine cubaine et expert en renseignement, il occupait le poste de premier assesseur politique de la mission nord-américaine auprès de l'Organisation des Etats Américains (OEA). L'action de son prédécesseur F. Chapin, très lié au général Rios Montt avait été déterminante dans la conception et la mise en œuvre du volet social de la politique contre-insurrectionnelle de terre brûlée. Dès lors, que peut signifier la nomination d'un économiste à ce poste clef de la politique de l'état guatémaltèque ?*

La stratégie contre-insurrectionnelle en place dès 1980 fut complétée deux ans plus tard par l'adjonction du plan d'opération dénommé «sécurité et développement». C'est sous la présidence de Rios Montt que surgirent les différents programmes d'«aliments contre travail» plus connus sous leurs diverses modalités telles : «toit, tortilla et travail», «pelles et pioches», et «fusils et frijoles» dont nous avons déjà rendu compte. (Solidarité Guatemala numéro 22).

Ces programmes étaient destinés à utiliser les grandes quantités de main d'œuvre rendues disponibles (les populations déplacées) dans la reconstruction des villages et des infrastructures détruits à un coût très bas. Les aliments distribués par l'armée provenaient en grande partie du Programme mondial pour l'alimentation des Nations-Unies.

Cette articulation spécifique du militaire et de l'économique ou plus concrètement de l'état militaire guatémaltèque et des organismes internationaux d'assistance donna naissance à une nouvelle institution : les villages modèles encore appelés villages stratégiques. C'est en effet à partir de ces camps de concentration parfois fortifiés que les paysans indiens, ayant survécu au génocide, sont enrôlés de force dans les patrouilles civiles encadrées par l'armée.

Une fois cette nouvelle configuration sociale et économique réalisée sous des objectifs militaires, la seconde étape consiste à transformer ces villages en «pôles de développement» aujourd'hui au nombre de quatre : Nebaj, Playa grande (El Quiche), Chisec (Alta Verapaz) et Chacaj (Huéhuétenango). Le directeur des affaires civiles de l'état major de la défense nationale, M.E. Paiz Bolanos en donnait la description suivante le 29 juin 1984 : «Dans les quatre zones où 18.000 personnes sont aidées, nous offrons des terres, sécurité et paix. Les travaux de la communauté se paient en aliments. Les rations contiennent : du lait, du blé pré-cuit, de la farine en plus du riz, du maïs et des frijoles. Tout ceci a un

contenu vitaminique qui a changé les habitudes alimentaires. D'autre part l'armée participe à l'organisation et à l'orientation des patrouilles d'auto-défense civiles. Grâce à son organisation, en 24 heures il est possible de réunir 3.000 travailleurs volontaires ou plus, pour construire une route, une école, un pont ou n'importe quel travail, quelle que soit sa dimension.» (1)

On ne peut être plus clair quant au résultat obtenu : la guerre livrée par l'armée aux paysans indiens de l'altiplano s'est socialisée au point de se transformer en «développement économique». Mais ce qui nous paraît le plus important à souligner c'est qu'à travers une conception globale de la contre-insurrection se réalise un détournement à des fins strictement militaires (contrôle, enrôlement et travail forcé) d'une aide internationale attribuée à des fins humanitaires.

Cette conclusion émane de la conjonction de plusieurs facteurs :

La politique de terres brûlées a consisté à détruire une partie importante de l'économie paysanne fondamentale d'autosubsistance. Encore aujourd'hui il est interdit pour les habitants des villages modèles de cultiver des terres même plus fertiles lorsqu'elles sont éloignées, donc échappant au contrôle de l'armée. Malgré les nombreuses études dont la dernière en date émane de l'AID (Agence Internationale pour le Développement) intitulée «Terre et travail au Guatemala» (2) qui convergent toutes pour conseiller de répartir la terre, la tendance actuelle est plutôt à la concentration. Il en résulte une insuffisance croissante de la production d'aliments de base repérable dans l'augmentation de 25% du déficit de la diète moyenne par habitant en 1982/1981, derniers chiffres connus (3).

On comprend la nécessité de l'aide alimentaire qui passe notamment par des programmes financés par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) dont un des derniers prêts d'un montant de 18 millions de dollars est destiné au «développement municipal de la région de l'altiplano». Dans ce cas pour connaître sa destination il nous faut nous référer à l'organisme chargé de son application au Guatemala. Or que ce soit l'Institut de développement municipal ou le Comité de Reconstruction National, ils intègrent les plans de «Sécurité et développement». En clair l'aide internationale finance la politique contre-insurrectionnelle dont le dernier exemple est une aide de la FAO égale à 1,9 millions de dollars. La liste serait longue de ce transfert de l'humanitaire au militaire inauguré par le général Rios Montt. Ces importants moyens mis en œuvre se heurtent toutefois aux résistances de la population face à toute activité politico-sociale comme résultat des expériences antérieures. Enfin n'oublions pas le grand nombre de réfugiés internes qui vivent et résistent le plus souvent dans les montagnes depuis plus de deux ans pour n'avoir pas cédé à ce chantage. «Ils forment déjà les bases de la nouvelle société» selon les termes de Rigoberta Menchú Tum.

«Le gouvernement du Guatemala a sollicité devant la BID un nouveau crédit de 121 millions de dollars pour l'exécution de 15 programmes de développement agricole. Le Guatemala présente au mois d'avril dernier la requête devant l'assemblée des gouverneurs de la BID ; elle est actuellement étudiée par une commission sénatoriale du congrès des Etats-Unis et par le secrétaire de l'agriculture nord-américain, John Beck» (4).

Devant l'affluence de tels dossiers, soyons sûrs que le nouvel ambassadeur sera à la hauteur de la situation.

1. « El Diario de Centro-America, 29 juin 1984.
2. In « Coyuntura » année III, n° 29, 31 mai 1984.
3. « Inforpress » n° 595, 14 juin 1984.
4. « Inforpress » n° 592, 24 mai 1984.